

## CONSEIL MUNICIPAL DU 14 DECEMBRE 2016 en bref

ORDRE DU JOUR	CONTENU DES DOSSIERS	VOTE
VIE INSTITUTIONNELLE	<p><b>1/ APPROBATION DES PROCES-VERBAUX DES SEANCES DU 28 SEPTEMBRE 2016</b></p> <p>Le procès-verbal de la séance du 28 septembre 2016 est adopté à la majorité.</p>	<p><b>MAJORITE :</b></p> <p>POUR : 22 ABSTENTIONS : 3 CONTRE : 2</p>
RESSOURCES HUMAINES	<p><b>2/ INDEMNITE DE CONSEIL ALLOUEE AU COMPTABLE DU TRESOR</b></p> <p>Monsieur le Maire informe le Conseil municipal qu'un arrêté interministériel en date du 16 décembre 1983 modifié détermine les conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables non centralisateurs des services déconcentrés du Trésor chargés des fonctions de receveurs des communes et établissements publics locaux.</p> <p>Monsieur le Maire rappelle que pour l'année 2015, le taux d'indemnité de conseil retenu était de 100 %.</p> <p>Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à la majorité décide :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>D'accorder</b> au comptable du Trésor une indemnité de conseil au taux de 100% pour l'année 2016 ;</li> <li>• <b>De dire</b> que cette indemnité sera calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté susvisé et sera attribuée à Monsieur Alain MOISSON.</li> </ul>	<p><b>MAJORITE :</b></p> <p>POUR : 22 ABSTENTIONS : 5</p>
RESSOURCES HUMAINES	<p><b>3/ MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS</b></p> <p>Le recrutement d'un fonctionnaire, d'un agent contractuel, la modification de la durée hebdomadaire ou la modification du ou des grade(s) afférents à un emploi, nécessitent des créations ou modifications régulières de postes.</p> <p>✓ <u>Services techniques</u> : Création de trois postes en Contrat Unique d'Insertion (CUI)</p> <p>Compte tenu de l'activité des services techniques, il est proposé la création de trois postes d'agent polyvalent ouverts en Contrat Unique d'Insertion à temps non-complet à raison de 20 heures hebdomadaires.</p> <p>Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité décide :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>D'approuver</b> la création de ces trois postes à temps non-complet à raison de 20 heures hebdomadaires ;</li> <li>• <b>D'autoriser</b> Monsieur le Maire à signer toutes pièces et documents nécessaires ;</li> <li>• <b>D'inscrire</b> les crédits et recettes correspondants au budget 2017 et suivants.</li> </ul>	<p><b>UNANIMITE</b></p>

	<p>✓ <u>Service Urbanisme – Modification d’un poste</u></p> <p>Le poste de l’agent instructeur du service de l’urbanisme est actuellement ouvert uniquement au cadre d’emplois des adjoints administratifs territoriaux. Afin de pouvoir procéder à l’avenir à une promotion interne éventuelle au grade de rédacteur, il est proposé d’ouvrir le poste au cadre d’emplois des rédacteurs territoriaux.</p> <p>Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l’unanimité décide :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>D’approuver</b> la modification de ce poste avec l’ouverture au cadre d’emplois des rédacteurs territoriaux en sus de celui des adjoints administratifs ;</li> <li>• <b>D’inscrire</b> les crédits correspondants au budget 2017 et suivants.</li> </ul> <p>✓ <u>Service des ressources humaines– Création d’un poste à temps non-complet à raison de 17,5 heures hebdomadaires</u></p> <p>Dans le cadre d’une réintégration au terme d’un congé maladie et afin de venir en renfort au sein du service des Ressources Humaines, il est proposé la création d’un poste à temps non-complet à raison de 17 heures 30 minutes ouvert au cadre d’emplois des rédacteurs territoriaux.</p> <p>Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l’unanimité décide :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>D’approuver</b> la création de ce poste à temps non-complet 17 heures 30 minutes hebdomadaires ;</li> <li>• <b>D’inscrire</b> les crédits correspondants au budget 2017 et suivants.</li> </ul>	UNANIMITE
RESSOURCES HUMAINES	<p><b>4/ <u>ADHESION AU SERVICE DE MEDECINE PREVENTIVE DU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE L’AIN</u></b></p> <p>Monsieur le Maire rappelle que chaque collectivité doit disposer d’un service de médecine professionnelle, et que ce service peut être établi auprès d’un service créé par le Centre de Gestion de l’Ain.</p> <p>Monsieur le Maire souligne l’opportunité pour la Collectivité de pouvoir bénéficier du service de médecine préventive en adhérant au service géré directement par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l’Ain, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.</p> <p>Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l’unanimité décide :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>D’adhérer</b> au service de médecine préventive géré par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l’Ain à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 ;</li> <li>• <b>D’autoriser</b> Monsieur le Maire à signer la convention à intervenir avec le Centre de Gestion de l’Ain ;</li> <li>• <b>D’inscrire</b> les crédits correspondants au budget 2017 et suivants.</li> </ul>	UNANIMITE

<p><b>RESSOURCES HUMAINES</b></p>	<p><b>5/ ADHESION AU CONTRAT COLLECTIF D'ASSURANCE STATUTAIRE</b></p> <p>Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires à la fonction publique territoriale, et notamment son article 26 ainsi que le décret n° 86-552 du 14 mars 1986, autorise les Centres de Gestion à souscrire, pour le compte des collectivités qui le demandent, des contrats d'assurance les garantissant contre les risques financiers découlant des dispositions de l'article 57 de ladite loi.</p> <p>Par circulaire du 17 février 2016, le Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Ain informait d'une procédure de mise en concurrence pour le renouvellement du contrat collectif d'assurance des risques statutaires, à effet au 1<sup>er</sup> janvier 2017, pour les collectivités affiliées à cet établissement.</p> <p>Cette consultation est parvenue à son terme et le Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Ain a retenu la proposition présentée par le cabinet Gras Savoye Rhône-Alpes Auvergne avec CNP assurances.</p> <p>Cette offre présente des taux en adéquation avec l'absentéisme constaté dans les collectivités territoriales du département de l'Ain, une pérennité sur la durée du marché avec une garantie de maintien des taux sur trois ans ainsi qu'un accompagnement du Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Ain dans le domaine de la prévention des risques professionnels.</p> <p>Le marché passé prendra effet au 1<sup>er</sup> janvier 2017, à 0 heure. Il est conclu pour une durée de quatre ans avec faculté pour les parties de résiliation annuelle, sous réserve de respecter un préavis de six mois avant l'échéance du 1<sup>er</sup> janvier.</p> <p>Monsieur le Maire informe le conseil municipal que le contrat proposé est conforme aux obligations statutaires des collectivités territoriales.</p> <p>Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité décide :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>D'adhérer</b>, pour les agents CNRACL, au contrat collectif d'assurance statutaire conclu par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Ain avec la société de courtage Gras Savoye et la Compagnie d'assurance CNP ;</li> <li>• <b>D'autoriser</b> Monsieur le Maire ou l'élu(e) délégué(e) à signer toutes pièces et documents nécessaires ;</li> <li>• <b>D'inscrire</b> les crédits correspondants au budget 2017 et suivants.</li> </ul> <p><b>UNANIMITE</b></p>
<p><b>RESSOURCES HUMAINES</b></p>	<p><b>6/ REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL – RIFSEEP</b></p> <p>Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que le nouveau Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement professionnel (RIFSEEP) a été mis en place pour certains cadres d'emplois à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2016 par délibération n° 2016-09-28-063 en date du 28 septembre 2016. Le 1<sup>er</sup> janvier 2017 au plus tard, l'ensemble des corps de l'Etat entreront, sauf exception, dans le champ du nouveau régime. Par conséquent, de nouveaux cadres d'emplois rentreront dans le dispositif à l'exception du cadre d'emplois des agents de police municipale qui n'est pas impacté par ce nouveau dispositif indemnitaire.</p> <p>Monsieur le Maire propose à l'assemblée délibérante d'instaurer le RIFSEEP pour les cadres d'emplois des ingénieurs territoriaux, agents de maîtrise, adjoints techniques, assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques et auxiliaires de puériculture, en conservant les mêmes critères d'attribution que ceux fixés par délibération du 28 septembre 2016.</p>

Monsieur le Maire propose par ailleurs de fixer les groupes hiérarchiques de la manière suivante :

GROUPES	FONCTIONS	CADRES D'EMPLOIS
1	Fonction de Directeur général des services	Attachés, Rédacteurs
2	Responsable de service à haut niveau d'expertise technique, juridique, RH ou financière	Attachés, Rédacteurs, Adjoints administratifs, Ingénieurs
3	Responsable de service ou d'unité dans les secteurs administratif ou technique	Attachés, Rédacteurs, Techniciens, Adjoints administratifs, Agents de maîtrise, Adjoints techniques
4	Responsable de service ou d'unité dans les autres secteurs d'activité	Animateurs, Rédacteurs, Techniciens, Assistants socio-éducatifs, Assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques
5	Fonctions d'application avec une compétence particulière et/ou contraintes	Rédacteurs, Adjoints administratifs, Adjoints d'animation, Agents sociaux, Techniciens, Agents de maîtrise, Adjoints techniques, Auxiliaires de puériculture
6	Fonctions d'application	Adjoints administratifs, Adjoints d'animation, Agents sociaux, ATSEM, Agents de maîtrise, Adjoints techniques, Auxiliaires de puériculture

UNANIMITE

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité décide :

D'étendre

les dispositions prévues par la délibération n° 2016-09-28-063 du 28 septembre 2016 instaurant le RIFSEEP, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, pour les cadres d'emplois des ingénieurs territoriaux, agents de maîtrise, adjoints techniques, assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques et auxiliaires de puériculture selon le tableau fixant les groupes hiérarchiques (cf. supra) ;

D'inscrire

au budget 2017 et suivants les crédits correspondants, calculés dans les limites fixées par les textes de référence.

URBANISME –  
DOMAINE PUBLIC

7/  
DOMAINE PUBLIC COMMUNAL

RETROCESSION DES ESPACES COLLECTIFS DU LOTISSEMENT « LES BRUYERES » POUR INCORPORATION DANS LE

L'association syndicale les Bruyères, propriétaire du lotissement dénommé « les Bruyères », a, à l'occasion d'une réunion de la commission consultative de Cordieux en date du 9 juin 2016, porté à la connaissance de Monsieur le maire sa volonté de rétrocéder à la ville les parties communes du lotissement, à l'exclusion de ses espaces verts. Monsieur le Maire propose au conseil municipal d'accepter la rétrocession des parcelles à usage de voirie, en l'état, d'une surface totale de 45a et 50ca, dont les références cadastrales figurent dans l'acte de cession ci-joint, et conformément à l'extrait de plan cadastral ci-annexé, aux fins de les réintégrer dans le domaine public communal.



	<p>La rétrocession est consentie moyennant un euro symbolique et il est précisé que les frais liés à la présente rétrocession seront supportés par la commune.</p> <p>Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité décide :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>D'approuver</b> le transfert en pleine propriété des voiries et réseaux, hors espaces verts, constituant les parties communes du lotissement « les Bruyères » à la commune, aux conditions stipulées dans l'acte de cession ci-joint, et susmentionnées notamment,</li> <li>• <b>De décider</b> du classement dans le domaine public communal des voies constituant les parties communes du lotissement « les Bruyères »,</li> <li>• <b>D'autoriser</b> Monsieur le maire à signer l'acte de cession ci-joint avec l'Association syndicale les Bruyères ainsi que tout autre acte s'y rapportant.</li> </ul>	UNANIMITE
<p><b>URBANISME – DOMAINE PUBLIC</b></p>	<p><b>8/ <u>INFORMATION : INSTITUTION DU DROIT DE PREEMPTION SUR LES CESSIONS DE FONDS DE COMMERCE, FONDS ARTISANAUX ET BAUX COMMERCIAUX</u></b></p> <p>Monsieur le Maire explique la démarche en cours et souhaite qu'elle soit présentée au conseil municipal pour avoir un avis d'ensemble.</p> <p>Le droit de préemption commercial fait partie intégrante des projets que la municipalité souhaite mettre en place en faisant la différence entre le droit de préemption urbain qui concerne le foncier bâti et non bâti et le droit de préemption commercial qui concerne les fonds de commerces.</p> <p>Un dossier argumenté comprenant un plan et une analyse devra être établi et présenté aux chambres consulaires (Chambre de Commerce et d'Industrie et Chambre des Métiers et de l'Artisanat), pour avis.</p> <p>Ensuite, le conseil municipal pourra délibérer pour instaurer sur son territoire le droit de préemption commercial.</p> <p>Monsieur le Maire explique que, selon la loi qui oblige à une motivation argumentée (article L 214-1 du Code de l'Urbanisme), « le conseil municipal peut, par délibération motivée, délimiter un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité », à l'intérieur duquel les aliénations à titre onéreux de fonds artisanaux, de commerce, de baux commerciaux ou certains terrains à usage commercial sont soumis à droit de préemption.</p> <p>Il s'agit donc d'une faculté pour les communes d'exercer ou non leur droit de préemption lors d'une vente d'un fonds de commerce, d'un fond artisanal ou d'un bail commercial avec une mise en œuvre au cas par cas.</p> <p>Le projet de délibération du conseil municipal sera accompagné du dossier soumis aux chambres consulaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un plan faisant apparaître le/les périmètre(s) retenu(s) par la collectivité,</li> <li>• Un rapport analysant la situation du commerce et de l'artisanat de proximité à l'intérieur de ce(s) périmètre(s) et les menaces pesant sur la diversité commerciale et artisanale et justifiant le(s) périmètre(s) retenu(s).</li> </ul> <p>Le droit de préemption serait instauré dans une zone incluant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un vaste centre-ville comprenant le centre ancien, le quartier de la gare SNCF ;</li> <li>• La ZAC des prés seigneurs.</li> </ul> <p>Le conseil municipal prend acte de cette information.</p>	<p><b>LE CONSEIL MUNICIPAL INFORMÉ PREND ACTE.</b></p>

<p><b>URBANISME – DOMAINE PUBLIC</b></p>	<p><b>9/ INFORMATION : <u>NECESSITE DE FAIRE EVOLUER LE PLU ACTUEL</u></b></p> <p>Monsieur le Maire informe le conseil municipal de la nécessité de réviser le PLU actuel. Une consultation a été lancée le 3 octobre dernier et cinq offres ont été reçues dans le délai imparti. La consultation est actuellement en cours d'analyse. La mission confiée comprend la révision du PLU selon plusieurs phases, notamment une phase liminaire d'évaluation du PLU existant et quatre autres phases qui constituent autant de phases techniques au regard du droit de la commande publique.</p> <p>Le Conseil municipal sera naturellement tenu informé des résultats de cette consultation et du prestataire retenu à la toute prochaine séance du conseil municipal.</p> <p>Avant de s'engager dans une procédure de révision du document actuel, l'art. L153-27 du code de l'urbanisme impose la réalisation d'un tel bilan au plus tard à l'issue d'une période de neuf années suivant l'approbation initiale ou la révision du PLU. Il est, en effet, indispensable de savoir ce qui a fonctionné et ce qui n'a pas fonctionné et pourquoi.</p> <p>Ce bilan sert naturellement de fil conducteur pour comprendre le développement de la commune et envisager son avenir.</p> <p>Le contenu et les conclusions du document d'évaluation du PLU actuel feront l'objet d'une délibération.</p> <p>Le conseil municipal prend acte de cette information.</p>	<p><b>LE CONSEIL MUNICIPAL INFORMÉ PREND ACTE.</b></p>
<p><b>AFFAIRES SCOLAIRES</b></p>	<p><b>10/ <u>OUVERTURE D'UNE UNITE D'ENSEIGNEMENT EXTERNALISEE</u></b></p> <p>Monsieur le Maire informe le conseil municipal que l'Institut Médicaux Educatif (IME) de Montluel et l'école Alphonse Daudet travaillent ensemble depuis plusieurs mois sur un projet commun : l'Unité d'Enseignement Externalisée. Ce projet consiste à inclure de manière régulière, deux demi-journées par semaine, sept enfants de l'IME au sein de l'école Daudet. Une salle leur sera dédiée afin qu'ils puissent avoir classe au sein de l'établissement scolaire public. Ils seront encadrés par du personnel de l'IME, une enseignante et une éducatrice spécialisée.</p> <p>L'Unité d'Enseignement Externalisée permettra aux élèves concernés de développer des compétences dans le domaine de la socialisation. En effet, des échanges, des relations avec d'autres élèves pourront s'établir lors de temps où les liens seront favorisés, cours de récréation, couloirs. Par ces échanges, les élèves de l'IME scolarisés à l'école devront apprendre à adopter des comportements adaptés dans les espaces partagés et ainsi de pouvoir être en contact avec les autres enfants. Il ne s'agit en aucun cas d'une intégration au sein d'une classe existante.</p> <p>Les parents d'élèves ont été associés à ce projet. Ainsi, l'association « ensemble pour nos enfants », sollicitée par courrier en date du 21 octobre 2016, a donné un avis favorable le 5 décembre 2016.</p> <p>Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité décide :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>D'approuver</b> l'ouverture d'une unité d'enseignement externalisée, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 et ce jusqu'à la fin de l'année scolaire 2016-2017 ;</li> <li>• <b>D'autoriser</b> Monsieur le Maire à entreprendre toute démarche, et à signer tous les documents se rattachant à ce projet.</li> </ul>	<p><b>UNANIMITE</b></p>

11/ **ACTUALISATION DE LA LONGUEUR DE VOIRIE COMMUNALE POUR LA DGF**

Monsieur le Maire expose au conseil municipal que le montant de la dotation globale de fonctionnement (DGF) est calculé en fonction d'un certain nombre de critères, dont la longueur de la voirie publique communale.  
Comme chaque année, dans le cadre de la répartition de la DGF, il est nécessaire de communiquer cette information à la Préfecture.

De ce point de vue, il faut rappeler que la loi du 9 décembre 2004 a modifié le Code de la voirie routière et précise désormais les critères nécessaires à la prise en compte des modifications concernant la longueur de la voirie communale. Ainsi, le classement et le déclassement des voies communales sont prononcés par le conseil municipal, sans enquête préalable.

La longueur de la voirie déclarée aux services de la Préfecture par la commune doit être réactualisée compte tenu de la construction ou du transfert de nouvelles voies.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2016, la commune de Montluel totalisait 45 243 mètres linéaires de voies classées dans le domaine public communal.  
Monsieur le Maire rappelle au Conseil municipal l'intégration de la voirie des lotissements « Le Casard », « Le Mouturier » et « Le Vieux Moulin » dans le domaine public communal au cours de l'année 2016 :

Délibération	Lotissement	Longueur de voirie
2016-03-24-033 du 24 mars 2016	Le Casard	100 ml
2016-03-24-034 du 24 mars 2016	Le Mouturier	86 ml
2016-05-26-039 du 26 mai 2016	Le Vieux Moulin	498 ml
<b>TOTAL</b>		<b>684 ml</b>

UNANIMITE

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité décide :

- **D'arrêter** la nouvelle longueur de la voirie communale à 45 927 mètres ;
- **D'autoriser** Monsieur le Maire à solliciter l'inscription de cette nouvelle longueur de voirie auprès des services de la Préfecture en 2016 pour la revalorisation de la dotation globale de fonctionnement

**AFFAIRES FINANCIERES**

12/ **SECURISATION D'UN CHEMINEMENT DOUX ENTRE MONTLUEL ET JAILLEUX – AIDES FINANCIERES DU DEPARTEMENT DE L'AIN - APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF**

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que les travaux de sécurisation de la voie modes doux longeant la RD2 entre l'extrémité nord de l'agglomération de Montluel et le hameau de Jailleux seront prochainement engagés et que l'aide financière du Département de l'Ain a été sollicitée.

Dans un premier temps, l'assemblée départementale, lors de sa réunion de décembre 2015, a décidé de pré-réserver pour la commune de Montluel, et dans le cadre de la dotation territoriale aux communes, une subvention de 10 290 € correspondant à un taux d'intervention de 15 % d'une dépense subventionnable plafonnée à 68 600 €.

En second lieu, s'agissant de travaux de sécurisation situés dans l'emprise du domaine public départemental, le Département de l'Ain propose, par convention définissant les conditions administratives, techniques et financières de réalisation du projet, une participation forfaitaire d'un montant de 20 000 € pour la mise en œuvre d'un séparateur entre la RD 2 et la voie modes doux.

UNANIMITE

	<p>Afin de percevoir les aides financières du Département, il convient aujourd'hui de délibérer en approuvant le plan de financement définitif du projet précisant le coût prévisionnel réajusté, le montant des aides départementales et les autres éventuels financeurs. Le plan de financement réajusté du projet de sécurisation d'un cheminement doux entre Montluel et Jailleux est le suivant :</p> <p style="text-align: center;"><b><u>PLAN DE FINANCEMENT</u></b></p> <table><tr><th>SOURCES</th><th>LIBELLE</th><th>MONTANT EN €</th><th>TAUX</th></tr><tr><td>Commune de Montluel</td><td>Fonds propres</td><td>84 158,80</td><td>74 %</td></tr><tr><td>Département de l'Ain</td><td>Dotation territoriale</td><td>10 290,00</td><td>9 %</td></tr><tr><td>Département de l'Ain</td><td>Participation forfaitaire conventionnelle</td><td>20 000,00</td><td>17 %</td></tr><tr><td>TOTAL HT</td><td></td><td>114 448,80</td><td>100 %</td></tr></table> <p>Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité décide :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>D'approuver</b> le plan de financement définitif de sécurisation d'un cheminement modes doux entre Montluel et Jailleux ;</li><li>• <b>D'autoriser</b> Monsieur le Maire à entreprendre toute démarche, et à signer tous les documents se rattachant à ce projet et à son financement, dont la convention à passer avec le Département de l'Ain.</li></ul>	SOURCES	LIBELLE	MONTANT EN €	TAUX	Commune de Montluel	Fonds propres	84 158,80	74 %	Département de l'Ain	Dotation territoriale	10 290,00	9 %	Département de l'Ain	Participation forfaitaire conventionnelle	20 000,00	17 %	TOTAL HT		114 448,80	100 %	
SOURCES	LIBELLE	MONTANT EN €	TAUX																			
Commune de Montluel	Fonds propres	84 158,80	74 %																			
Département de l'Ain	Dotation territoriale	10 290,00	9 %																			
Département de l'Ain	Participation forfaitaire conventionnelle	20 000,00	17 %																			
TOTAL HT		114 448,80	100 %																			
<p style="text-align: center;"><b>AFFAIRES FINANCIERES</b></p>	<p><b>13/ <u>SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION COMITE DES ŒUVRES SOCIALES DU PERSONNEL COMMUNAL</u></b></p> <p>Monsieur le Maire informe le conseil municipal d'une demande de subvention exceptionnelle émanant de l'association Comité des Œuvres Sociales du personnel communal.</p> <p>La demande porte sur un complément de subvention à hauteur de 500 €. En effet, l'association a dû faire face à des dépenses imprévues durant l'exercice 2016, et cette somme lui est nécessaire pour clore sa comptabilité de fin d'année.</p> <p>Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité décide :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>D'autoriser</b> le versement d'une subvention exceptionnelle à l'association Comité des Œuvres Sociales du personnel communal pour un montant de 500 € ;</li><li>• <b>De dire</b> que ce montant sera déduit de l'éventuelle subvention à venir pour l'année 2017 ;</li><li>• <b>D'inscrire</b> les crédits nécessaires à la dépense au budget 2016, article 6574 « subventions de fonctionnement aux associations ».</li></ul> <p style="text-align: right;"><b>UNANIMITE</b></p>																					
<p style="text-align: center;"><b>AFFAIRES FINANCIERES</b></p>	<p><b>14/ <u>DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE</u></b></p> <p>L'article 107 de la loi NOTRe a modifié les dispositions du code général des collectivités territoriales relatives au débat d'orientation budgétaire, en complétant les mesures concernant la forme et le contenu du débat.</p> <p>S'agissant du document sur lequel s'appuie ce débat, les nouvelles dispositions imposent au maire de présenter à son assemblée délibérante un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que la structure et la gestion de la dette. Cette obligation concerne les communes de plus de 3 500 habitants.</p> <p>Ce rapport donne lieu à un débat qui est acté dans une délibération spécifique.</p> <p>Après présentation du rapport d'orientation budgétaire pour 2017 et après en avoir débattu, le conseil municipal <b>prend acte</b> de la tenue du débat d'orientation budgétaire.</p> <p style="text-align: right;"><b>LE CONSEIL MUNICIPAL INFORMÉ PREND ACTE.</b></p>																					





## VILLE DE MONTLUÇON



### Débat d'orientations budgétaires 2017

14 DÉCEMBRE 2016

COMMUNE DE MONTLUÇON  
ASSEMBLÉE MUNICIPALE 01120 MONTLUÇON

#### SOMMAIRE

I.	RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES DEPUIS LA LOI NOTRE	2
-	Rappel de nos objectifs de long terme	2
-	Les constats	2
-	Présenter les priorités de 2017	3
II.	LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER	3
-	Les conséquences pour les collectivités territoriales	4
III.	ENGAGEMENTS DE LA MUNICIPALITÉ	4
-	Des engagements tenus	4
-	Des engagements financiers toujours tenus	4
IV.	VERS LE BUDGET PRINCIPAL 2017	6
-	Des recettes de fonctionnement en baisse	6
-	Produits de fiscalité directe	6
-	Produits de fiscalité indirecte	6
-	Concours financiers de l'État	6
-	Autres recettes	7
-	Dépenses de fonctionnement	7
-	Charges de personnel	7
-	Charges à caractère général	8
-	Atténuation charges	8
-	Autres charges de gestion courante	8
-	Charges financières	8
-	Charges exceptionnelles	9
-	Des recettes d'investissement	9
-	Une politique d'investissements soutenue	9
-	Evolution de l'encours de la dette	11
V.	ESTIMATION DU RÉSULTAT DE CLÔTURE (fonctionnement)	12
VI.	BUDGET ANNEXE EAU POTABLE	12

#### I. LE RAPPORT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE DEPUIS LA LOI NOTRE

L'article L. 2312-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) impose aux communes de 3 500 habitants et plus l'organisation d'un débat au sein du conseil municipal sur les orientations générales du budget à l'initiative d'une période de deux mois précédant l'examen de celui-ci.

Le débat d'orientations budgétaires (DOB) constitue aussi une opportunité de présenter les orientations de l'année à venir et de rappeler la ligne de conduite et les objectifs à long terme de la municipalité. Ainsi, ce DOB aura quatre grandes priorités.

#### RAPPEL DE NOS OBJECTIFS À LONG TERME

Cela permet de rendre compte de ce qui a été réalisé non seulement à travers des chiffres, mais aussi en présentant des exemples concrets, des efforts réalisés.

À la connaissance de ces éléments, chacun pourra ainsi constater que des engagements ont été tenus et continueront de l'être.

En 2017, poursuite des quatre grands objectifs financiers définis conformément aux engagements de campagne :

- ❖ Poursuite d'une gestion rigoureuse des finances
- ❖ Préserver notre capacité d'auto-financement
- ❖ Pas de hausse de pression fiscale
- ❖ Poursuite des investissements structurels pour renforcer l'attractivité de notre ville

En 2017, ces objectifs seront poursuivis. Le DOB et le rapport d'orientation budgétaire traduisent clairement ces engagements.

#### LES CONSTATS

##### Une raréfaction des ressources

Depuis 2014, les communes subissent pleinement l'effort de redressement des comptes publics au travers d'une baisse des dotations qu'elles perçoivent de l'État.

Les années 2015 et 2016 marquaient une baisse drastique des dotations. Le gros effort des communes étant porté sur 4 ans (2014 à 2017).

##### Dotations forfaitaire

La Loi de finances 2017 prévoyait une refonte totale de la DGF.

Le Président de la République, au Congrès des Maires de France, a annoncé « une diminution de moitié de l'effort financier » demandé aux communes, (de nombreuses communes étant en réelles difficultés financières). En clair, la DGF qui aurait dû baisser de 19% ne baissera que de 10% soit environ 544 K €.

La refonte totale de la DGF se fera en principe dans la Loi de Finances 2018.

Montluçon

2

Débat d'orientations budgétaires 2017

#### PRÉSENTER LES PRIORITÉS DE 2017

Nous continuerons nos priorités : sécurité des biens et des personnes, investissements dans nos écoles pour la réussite de nos enfants, amélioration du cadre de vie et de la propreté de la ville, dynamisation du cœur de ville et soutien aux associations et aux bénévoles qui les composent.

Nous répondrons également à de nouvelles demandes, notamment sur Cordieux, Jallieux et le plateau avec le plan route, entre autres.

Sur le plan financier, cela nous impose un défi : gérer notre commune en produisant un service public de qualité tout en absorbant une baisse de ressources de 2 M€ à l'horizon 2020 ainsi que des nouvelles compétences sans transferts de ressources :

- Volonté de procéder à un examen ligne à ligne des propositions de dépenses de fonctionnement pour traquer toutes les économies possibles
- Mener une politique d'investissement ambitieuse tout en adaptant nos projets à nos capacités budgétaires

Cette approche volontariste, qui met en avant des priorités, demandera comme chaque année la **réalisation d'efforts** contraignants mais surmontables. Les dépenses de fonctionnement continueront de faire l'objet d'une attention toute particulière. Pour pouvoir mettre en œuvre cette politique dans un contexte extrêmement contraignant, la recherche d'économies et d'une meilleure efficacité sera la règle.

**Ces choix politiques forts entraînent des orientations budgétaires claires.** En 2017, comme pour les années à venir, ce n'est ni le contexte ni la réorganisation qui dicteront les choix politiques mais bien les engagements pris. Ces choix sont exposés dans ce document. Les orientations budgétaires n'en sont que la traduction.

#### Du concret !

Le rapport d'orientation budgétaire a pour objet de rendre compte des grandes lignes budgétaires, et ainsi donner une visibilité au projet municipal dans son ensemble. Il n'a pas vocation à se substituer au vote du budget où l'ensemble des recettes et des dépenses sont présentées. Il n'a donc pas à être détaillé. Pourtant, il nous semble important que les élus comme les habitants puissent évaluer le travail réalisé et les orientations proposées à la lumière d'exemples concrets. C'est le but des encadrés inclus dans ce rapport.

#### II. LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

##### Quelques indicateurs macro-économiques \*

- ✓ Zone euro croissance modérée en perspective due à un ralentissement des investissements et de la consommation
- ✓ Une inflation estimée à 1,1% pour 2017 contre 0,2% en 2016
- ✓ Une croissance PIB de 1,5% pour 2017 contre 1,4% en 2016
- ✓ Une dette publique dépassant 2 170 Milliards d'euros
- ✓ Un déficit public évalué à 2,7% pour 2017 contre 3,3% en 2016
- ✓ Un taux de chômage de 10% début année 2017 contre 10,1% en 2016

\*INSEE, Banque de France, Le Figaro

## LES CONSEQUENCES POUR LES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Les collectivités territoriales prennent toute leur part à l'effort de réduction de la dépense publique.

L'Etat a décidé de diminuer les dotations aux collectivités territoriales de 11 milliards d'euros. On le sait, 56% de l'effort demandé aux collectivités revient au bloc communal, dont 70% environ aux communes. Cela se traduit principalement par une baisse de la dotation forfaitaire de fonctionnement.

Or, dans le même temps, aux services financés par les communes, se sont ajoutés des mesures nationales : réforme des rythmes scolaires, revalorisation réglementaire des agents de catégorie C & A, PPCR : transformation des primes en point dans le traitement de base, hausse des cotisations sociales, augmentation des traitements de base de 1,2%, coût financier supplémentaire élevé lié au transfert par l'Etat de la fabrication et la gestion informatisée des cartes d'identité. Ces dépenses sont obligatoirement reportées d'une année sur l'autre et ont significativement augmenté les dépenses de fonctionnement.

Par conséquent, la baisse rapide des recettes conjuguée à une augmentation imposée des dépenses amène les communes selon leur situation financière et leurs choix politiques, à :

- soit augmenter les impôts locaux, ce que nous n'acceptons pas
- soit faire des choix innovants

Notre stratégie réaffirmée est donc de poursuivre la maîtrise des dépenses de fonctionnement, sans augmenter les taux de fiscalité, afin de maintenir l'investissement dont notre ville a besoin à un niveau élevé.

En dépit du contexte difficile, le Maire et la majorité municipale maintiendront leurs engagements.

## III. ENGAGEMENTS DE LA MUNICIPALITE

### DES ENGAGEMENTS TENUS

- Sécurité des biens et des personnes
- Investissements dans nos écoles pour la réussite de nos enfants
- Amélioration du cadre de vie et de la propreté de la ville
- Dynamisation du cœur de ville
- Soutien aux associations et aux bénévoles qui les composent

### DES ENGAGEMENTS FINANCIERS TOUJOURS TENUS

- Un des engagements de la municipalité est la non augmentation des impôts.

Pour nous, ce n'est pas à la population de supporter la baisse des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales.

Montluel

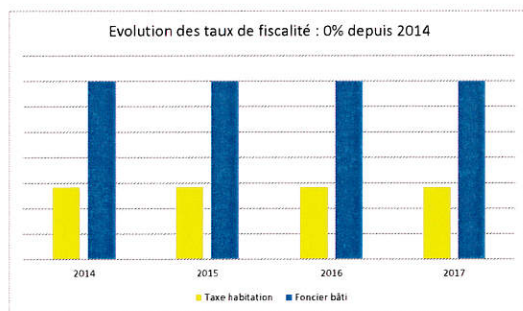


Débat d'orientations budgétaires 2017

Les mesures d'économies pour y faire face continueront donc d'être recherchées en interne.

- Conformément aux engagements pris depuis 2014, les taux de fiscalité n'augmenteront pas en 2017, alors que bon nombre de communes ont choisi dans un modèle de facilité l'augmentation des impôts.

À Montluel, la stabilité fiscale est une réalité.



Montluel 7.245 habitants

Ratios	Par habitant à Montluel			Moyenne strate		
	Taux	Base	Recette	Taux	Base	Recette
Taxe habitation	10,42	1283*	134*	14,71*	1340*	197*
Taxe foncière	12,50	987*	123*	20,99*	1214*	255*

\* DGFCL 2015

Montluel



Débat d'orientations budgétaires 2017

## IV. VERS LE BUDGET PRINCIPAL 2017.....

### DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT EN BAISSÉ...

#### ➤ PRODUITS DE LA FISCALITE DIRECTE

L'engagement à ne pas augmenter les taux de fiscalité sera maintenu en 2017.

#### ➤ PRODUITS DE LA FISCALITE INDIRECTE

- Pas d'augmentation des droits de place pour l'année 2017
- Les produits de la taxe sur l'électricité et la taxe locale sur la publicité extérieure ainsi que les droits de mutation seront inscrits au budget sur les mêmes bases que pour l'année 2016.

#### ➤ CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT

À Montluel, la dotation forfaitaire s'élèvera environ à 544 K€ en 2017 soit une baisse de 9% par rapport à 2016.

L'évolution des dotations

Perte cumulée de la DGF 2014-2020

	2013	2014	2015	2016	2017*	2018*	2019*	2020*
DGF	902 769	864 516	734 693	596 360	544 351*	520 000*	520 000*	520 000*
PERTE ANNUELLE		38 253	168 076	306 409	358 418	382 769	382 769	382 769
PERTE CUMULEE		38 253	206 329	512 738	871 156	1 253 925	1 636 694	2 019 463

\* estimation

Montluel



Débat d'orientations budgétaires 2017

#### ➤ AUTRES RECETTES

Les produits des « autres recettes » seront inscrits au budget sur les mêmes bases que pour l'année 2016.

### ESTIMATION RECETTES 2017

Prévisions 2017	
013 - Atténuations des charges	60 000
70 - Produits des services	431 000
73 - Impôts & taxes	3 350 000
74 - Dotations & participations	1 160 000
75 - Autres produits	565 500
77 - Produits exceptionnels - autres produits	6 000
042 - Subventions investissement	7 920
002 - Excédent fonctionnement estimé	914 737
<b>TOTAL</b>	<b>6 495 157 *</b>

\* estimation

### DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

#### ➤ CHARGES DE PERSONNEL

La gestion des ressources humaines continuera de s'exercer dans un cadre budgétaire très rigoureux. Ainsi, il n'est pas prévu de modification substantielle de la masse salariale.

Malgré cela, nous devons tenir compte dans notre budget 2017 et les prochains, de toutes les augmentations imposées par l'Etat.

- hausse du point d'indice (gelé depuis 2011) de 1,2% (0,6% en 2016 et 0,6% en 2017)
- mise en place du PPCR (parcours professionnel des carrières & rémunérations)
- modification des rémunérations via une refonte des grilles indiciaires pour les catégories A, B, C
- transformation des primes en points

L'objectif de stabilité de la masse salariale est maintenu.

Montluel



Débat d'orientations budgétaires 2017



## CHARGES A CARACTERE GENERAL

Les charges à caractère général regroupent les achats courants, les services extérieurs et les impôts et taxes.

- La lutte contre le gaspillage est poursuivie. Il est demandé à tous d'y veiller.
- Les investissements sont poursuivis pour diminuer la consommation de fluides conformément à un axe fort de la municipalité : « l'écologie qui rime avec économie ».
- Il nous faut absorber les charges d'entretien des bâtiments publics qui sont de plus en plus importantes, ceux-ci ayant été négligés par le passé.

### Du concret !

#### Exemple d'analyses menées en 2016

Une analyse a été menée sur les coûts afférents à la location et l'acquisition de véhicules. Elle a démontré que l'acquisition était plus avantageuse à long terme pour notre collectivité. Naturellement, le renouvellement du parc se poursuivra de manière progressive, car un achat massif de véhicules en une seule année grèverait considérablement le budget d'investissements.

## ATTENUATION DES CHARGES

Le Fonds de Péréquation Intercommunal (FPIC) assure une redistribution des ressources des ensembles intercommunaux les plus favorisés vers les plus défavorisés. Une hausse est prévue en 2017.

## AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE

Ce chapitre regroupe notamment les contributions obligatoires telles que les cotisations aux syndicats de la Serein, du SIEA ou du ruisseau des Eclats, les subventions communales CCAS.

Ces charges sont prévues en augmentation.

L'enveloppe budgétaire dédiée au soutien des associations restera globalement stable.

## CHARGES FINANCIERES

Il est prévu que les charges financières continuent de baisser en 2017 et les années suivantes.

Cela résulte de la politique de désendettement engagée et de la baisse des taux d'intérêts.

Intérêts payés sur la période	2013	2014	2015	2016	2017*	2018*	2019*	2020*
	194 159	222 266	222 176	205 156	204 869	187 202	168 972	151 910

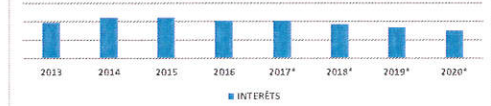
\* avec un emprunt envisagé

Montluel

8

Débat d'orientations budgétaires 2017

## REMBOURSEMENT INTERETS DE LA DETTE



## CHARGES EXCEPTIONNELLES

Dans ces charges, il figure essentiellement le coût de la DSP Léo Lagrange, qui assure l'exploitation du Pôle Petite Enfance de Montluel et les crédits mis à ce chapitre seront en hausse en 2017.

## ESTIMATION DEPENSES 2017

	Prévisions 2017
011 - Charges à caractère général	1 500 000
012 - Charges de personnel	2 616 500
014 - Atténuations de produits (FPIC)	203 157
65 - Autres charges gestion courante	637 250
66 - Charges financières	205 000
67 - Charges exceptionnelles	502 250
022 - Dépenses imprévues	400 000
023 - Virement à la section d'investissement	200 000
042 - Dotations aux amortissements	231 000
<b>TOTAL</b>	<b>6 495 157 *</b>

\* Estimation

## RECETTES D'INVESTISSEMENT

- FCTVA : un montant évalué à 165 K€
- TAXE AMENAGEMENT : estimée à 70 K€, comme pour le BP 2016
- Emprunt : estimé à 800 K€ (somme budgétée, pas forcément consommée).

## UNE POLITIQUE D'INVESTISSEMENTS SOUTENUE

Après un début de mandat marqué par les déficits en lignes budgétaires et trésorerie, il nous a fallu remettre de l'ordre et rétablir la situation. 2016 a vu le commencement des réalisations de nos projets.

Pour 2017 et les prochaines années nous verrons la concrétisation de projets très attendus.

- PLAN ROUTE Plateau et Cordieux : phase 2

Montluel

9

Débat d'orientations budgétaires 2017

Cette année nous faisons un grand plan de refecton des voiries.

Nous commençons par le plateau, puis nous continuerons l'aménagement de certaines voies de Cordieux.

## ECLAIRAGE PUBLIC

La modernisation du réseau éclairage public est une priorité de la municipalité. Des boîtiers de basse de fréquence d'éclairage nous sont aujourd'hui indispensables. La mise en service d'outils de pilotage pour étendre l'éclairage des façades de certains bâtiments sera conjuguée à un meilleur éclairage public et générera d'importantes économies.

Ces investissements sont programmés pour « faire rimer écologie avec économie ».

## SECURISATION PISTE MODE DOUX

Ce projet de sécurisation finalise la piste « mode doux » entre Montluel et Jallieux. Cet aménagement constituera une source de sécurisation pour les piétons et les cyclistes lors de leurs déplacements entre Montluel et Jallieux.

## TOITURES DES BATIMENTS PUBLICS

Ces renovations sont devenues indispensables et feront l'objet d'une programmation pluriannuelle.

## VIDEO PROTECTION

Plusieurs caméras de vidéo-protection dans la commune pour la prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens, ainsi que les bâtiments publics, seront installées. L'objectif à terme est de mailer le centre ville.

## ECOLES

Montant répertorié et évalué pour les aménagements des trois groupes scolaires.

Les demandes peuvent évoluer selon les circonstances dans le cours de l'année après des réunions de concertations programmées.

## ACHAT A L'EPF DE L'AIN

La précédente municipalité a endetté la commune par des investissements hors bilan en achetant du foncier par le biais d'un portage auprès de l'EPF de l'Ain.

### Du concret !

#### Exemple de réalisations en 2016 !

- Il a été fait d'importants travaux dans l'école Daudet (renovation de certaines classes, changement fenêtres, toilettes dans la cour) et au restaurant scolaire.
- Des régulateurs de chauffage ont été installés sur les chaudières des écoles et de l'hôtel de ville ce qui a permis de réaliser des économies de chauffage.
- L'éclairage public du Faubourg de Lyon, est en cours de modification. Monsieur le Maire signe donc le début d'un grand plan de modernisation du réseau avec des ampoules à sodium HIP à faible puissance.
- Les travaux de refecton d'un court de tennis, ont eu lieu en 2016 pour la plus grande joie des utilisateurs de ce sport.
- Première phase du plan route

Montluel

10

Débat d'orientations budgétaires 2017

## EVOLUTION DE L'ENCOURS DE LA DETTE

Encours dette sans nouvel emprunt	2013	2014	2015	2016	2017*
	6 227 250	6 989 166	6 397 321	5 879 029	5 362 237

\* Avec un emprunt envisagé

## REMBOURSEMENT DE LA DETTE



## RATIO DE LA DETTE PAR HABITANT - MONTUEL 7245 habitants

	MOYENNE PAR HABITANT A MONTUEL	MOYENNE DE LA STRATE
MONTUEL	818 €	862 €*

\*DGCL 2015

Des dépenses qui continuent d'augmenter et des recettes toujours en baisse

Cette année et comme les années précédentes, malgré les baisses de dotations de l'Etat, nous resterons très vigilants quant à l'équilibre de nos comptes, tout en mettant en œuvre des projets qui restent une priorité pour permettre à notre ville de rester dynamique et attractive.

Montluel

11

Débat d'orientations budgétaires 2017

## V. ESTIMATION DU RESULTAT DE CLÔTURE DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT 2016

Prévision des résultats (Hors RAR)	Résultats estimatifs de clôture 2016
Résultat annuel fonctionnement	253 528
Excédent fonctionnement reporté	661 209
Résultat de l'exercice	914 737

## VI. BUDGET ANNEXE EAU POTABLE

L'instruction budgétaire et comptable autorise que l'ensemble des dépenses et recettes du service public de l'eau potable soient reprises dans un budget annexe. Le principe d'un budget annexe est d'affecter des recettes aux dépenses liées à une opération isolée.

Ce budget annexe eau potable est assujéti à la T.V.A. La trésorerie de ce budget est commune à celle du budget principal.

Ce budget annexe est alimenté en recettes directement auprès des abonnés du service de distribution d'eau potable. Les dépenses de la Ville sont effectuées dans l'intérêt du service de l'eau.

Dans le cadre de ce budget annexe, des travaux pourront être envisagés, notamment dans la perspective de nouvelles mises en conformité.

- 22340 kms de réseau
- 2303 compteurs abonnés

### CHIFFRES CLES POUR 2017

#### Section d'exploitation

- 460 000 € de vente d'eau et redevances dont 380 000 € de recettes pour vente d'eau aux abonnés
- 400 250 € de charges à caractère général
- 706 053 € d'encours de la dette au 01/01/2017

#### Section d'investissement

- Enveloppe non affectée

Le Maire  
Romain DAUBIE

L'adjointe aux finances  
Irene TOST

Montéau



Débat d'orientations budgétaires 2017



<p style="text-align: center;"><b>AFFAIRES FINANCIERES</b></p>	<p><b>15/ CLOTURE DU BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT – REPRISE DES RESULTATS DE CLOTURE 2015 ET DU SOLDE DES ECRITURES 2016 DU BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT AU BUDGET PRINCIPAL 2016 DE LA COMMUNE</b></p> <p>Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que la Communauté de Communes (3CM) a décidé d'assurer la compétence entière et globale de l'assainissement collectif. L'extension à cette compétence a été entérinée par les Communes membres selon les règles prévues par le Code Général des Collectivités Territoriales et par arrêté préfectoral.</p> <p>Dans ce cadre, il est nécessaire de clôturer le budget annexe de l'assainissement et de reprendre dans le budget principal de la commune :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les résultats de clôture 2015 du budget annexe de l'assainissement ;</li> <li>• Le solde des écritures émises au budget annexe de l'assainissement sur l'exercice 2016.</li> </ul> <p>1 - Les résultats de clôture 2015 :</p> <p>Il est précisé que l'ordonnateur ne reprend au budget principal de la commune que le résultat de la section de fonctionnement et le solde d'exécution reporté de la section d'investissement du budget annexe sans y intégrer les restes à réaliser transférés directement au budget annexe de la 3CM.</p> <p>Le compte administratif et le compte de gestion 2015 du budget annexe de l'assainissement ont été approuvés le 28 juin 2016.</p> <p>2 – Le solde des écritures 2016 :</p> <p>La balance générale des comptes 2016 du budget annexe de l'assainissement fait apparaître les soldes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• En fonctionnement : un résultat négatif de - 34 185,18 €</li> <li>• En investissement : un résultat négatif de - 25 522,82 €</li> </ul> <p>Soit un déficit global de - 59 708,00 €.</p> <p>Conformément aux instructions budgétaires et comptables M14 et M49 en vigueur, Monsieur le Trésorier Principal de Montluel a passé, dans sa propre comptabilité, les écritures qui sont nécessaires et obligatoires lors d'un transfert de compétence d'une collectivité à une autre.</p> <p>Monsieur le Maire précise par ailleurs qu'il convient de se mettre en conformité avec les écritures du comptable de Montluel pour l'exercice 2016.</p> <p>Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité décide :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>De procéder</b> à la clôture du budget annexe de l'assainissement ;</li> <li>• <b>De constater</b> les résultats reportés du compte administratif 2015 du budget annexe de l'assainissement à intégrer au budget principal par écritures budgétaires aux comptes 002 et 001 ;</li> <li>• <b>De constater</b> les soldes des écritures émises au budget annexe de l'assainissement sur l'exercice 2016 à intégrer au budget principal par écritures budgétaires aux comptes 002 et 001 ;</li> <li>• <b>D'ouvrir</b> au budget principal de la commune, par décision modificative, les crédits nécessaires à la réalisation du transfert de résultats et soldes susvisés (qui ne donnent pas lieu à émission de mandats et/ou titres de recettes).</li> </ul> <p style="text-align: right;"><b>UNANIMITE</b></p>
--	---

Monsieur le Maire informe l'assemblée que des régularisations de crédits sont nécessaires en section de fonctionnement et d'investissement du budget 2016, afin :

- De comptabiliser des travaux de consolidation d'une maison sis à Montluel 7 rue de Trêve.  
Ces travaux ont été effectués d'office pour le compte de tiers dans le cadre d'un arrêté de péril imminent, et sont susceptibles d'être remboursés par le propriétaire de la maison. Les écritures correspondantes sont à passer au compte spécifique 454 (dépenses et recettes) ;
- De mandater au chapitre 27 « Autres immobilisations financières » le premier versement de l'acquisition du tènement bâti sis à Montluel, 271 cours Condé, anciennement consorts PIRAT.  
En effet, afin de se mettre en conformité avec le schéma comptable à utiliser pour les opérations de portage foncier, il convient d'ouvrir les crédits nécessaires à l'article 27638. Cette dépense s'équilibre par un virement de l'article 2138 « Autres constructions » sur lequel des crédits avaient été provisionnés lors de l'établissement du budget primitif 2016 ;
- De reprendre les résultats de clôture 2015 et les soldes d'écritures 2016 du budget annexe de l'assainissement ; soit, en section de fonctionnement : reprise du résultat négatif, financé par une diminution des crédits inscrits au chapitre « dépenses imprévues » ; en section d'investissement : reprise du résultat, équilibré d'une part, par une diminution de la recette d'emprunts, et d'autre part, par l'inscription des crédits nécessaires à l'engagement du marché de révision du PLU (chapitre 20).

Les modifications à apporter sont les suivantes :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Imputation	Libellé	Recettes	Dépenses
002	<b>Résultat reporté ou anticipé</b>	<b>-85 676,01</b>	
022 - 022 - 01	Dépenses imprévues		-85 676,01
<b>TOTAL CHAPITRE 022</b>	<b>Dépenses imprévues</b>		<b>-85 676,01</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>-85 676,01</b>	<b>-85 676,01</b>

UNANIMITE

SECTION D'INVESTISSEMENT				
Imputation	Libellé	Recettes	Dépenses	
<b>001</b>	<b>Solde d'exécution reporté ou anticipé</b>	<b>266 191,25</b>		
16 - 1641 - 01	Emprunts en euros	-236 191,25		
<b>TOTAL CHAPITRE 16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>-236 191,25</b>		
20 - 202 - 820	Frais, documents d'urbanisme, numérisation cadastre		30 000,00	
<b>TOTAL CHAPITRE 20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf le 204)</b>		<b>30 000,00</b>	
21 - 2138 - 824	Autres constructions		-184 000,00	
<b>TOTAL CHAPITRE 21</b>			<b>-184 000,00</b>	
27 - 27638 - 824	Autres créances immobilisées - autres E.P.		184 000,00	
<b>TOTAL CHAPITRE 27</b>			<b>184 000,00</b>	
45 - 4541 - 110	Travaux effectués d'office pour compte de tiers	6 000,00	6 000,00	
45 - 4542 - 110	Travaux effectués d'office pour compte de tiers	<b>6 000,00</b>	<b>6 000,00</b>	
<b>TOTAL CHAPITRE 45</b>				
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>36 000,00</b>	<b>36 000,00</b>	
<p>La présente décision modificative est votée par nature, au niveau du chapitre, sans chapitre « opération d'équipement ».</p> <p>Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité décide :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>D'approuver</b> la décision modificative n° 01/2016 du budget principal telle que présentée ci-dessus.</li> </ul>				
<b>QUESTIONS DIVERSES</b>	<b>17/ QUESTIONS DIVERSES</b>			